

DÉCISION N° 2023-PDG-0025

Organisme canadien de réglementation des investissements

(Révision de la décision de reconnaissance à titre d'organisme d'autoréglementation n° 2022-PDG-0050 prononcée le 14 novembre 2022)

Vu la décision n° 2022-PDG-0050 prononcée par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 14 novembre 2022, reconnaissant le Nouvel organisme d'autoréglementation du Canada (le « nouvel OAR ») à titre d'organisme d'autoréglementation au Québec en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1 (la « LESF ») (la « décision de reconnaissance à titre d'OAR »);

Vu la nouvelle dénomination choisie par le nouvel OAR, soit « Organisme canadien de réglementation des investissements » (l'« OCRI »), laquelle a été approuvée successivement par son conseil d'administration et par ses membres le 30 mars et le 24 avril 2023;

Vu la prise d'effet de cette nouvelle dénomination prévue pour le 1^{er} juin 2023;

Vu la demande finale déposée par le nouvel OAR auprès de l'Autorité le 18 avril 2023 afin, notamment, que cette dernière révise la décision de reconnaissance à titre d'OAR afin d'y intégrer la nouvelle dénomination (la « demande »);

Vu le premier alinéa de l'article 35.1 de la LESF, lequel permet à l'Autorité de réviser à tout moment ses décisions, sauf dans le cas d'une erreur de droit;

Vu l'analyse effectuée par la Direction principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs à l'effet qu'il est dans l'intérêt public d'accorder la demande afin d'intégrer la nouvelle dénomination à la décision de reconnaissance à titre d'OAR;

En conséquence :

L'Autorité révisé la décision de reconnaissance à titre d'OAR pour remplacer l'Annexe A de cette décision et ses Appendices 1 et 2 par l'Annexe A de la présente décision et ses Appendices 1 et 2;

La présente décision prend effet le 1^{er} juin 2023.

Fait le 12 mai 2023.

Louis Morisset
Président-directeur général

ANNEXE A

CONDITIONS

Définitions

1. Dispositions générales

À moins d'indication contraire dans la présente décision de reconnaissance, les expressions utilisées aux présentes qui sont définies au paragraphe 3 de l'article 1.1 du *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3 s'entendent au sens de cette disposition.

Dans la présente décision de reconnaissance, on entend par :

« administrateur » : un membre du conseil;

« autorités de reconnaissance » : l'Alberta Securities Commission, l'Autorité des marchés financiers, la British Columbia Securities Commission, l'Office of the Superintendent of Securities de l'Île-du-Prince-Édouard, la Commission des valeurs mobilières du Manitoba, la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick, la Nova Scotia Securities Commission, le Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Nunavut, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, la Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan, l'Office of the Superintendent of Securities, Digital Government and Services, Terre-Neuve-et-Labrador, le Bureau du surintendant des valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest, et le Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Yukon;

« conseil » : le conseil d'administration de l'OCRI;

« conseil régional » : un conseil régional au sens des règlements de l'OCRI;

« courtier membre » : un membre de l'OCRI qui est inscrit à titre de courtier en placement ou de courtier en épargne collective conformément à la législation en valeurs mobilières;

« liens » : la relation entre une personne et les personnes suivantes :

- a) une personne morale dans laquelle, directement ou indirectement, elle a la propriété véritable de titres lui assurant plus de 10 % des droits de vote attachés à l'ensemble des titres comportant droit de vote de la personne morale qui sont en circulation;
- b) son associé;

- c) une fiducie ou une succession dans laquelle elle a un droit appréciable de la nature de ceux du propriétaire ou à l'égard de laquelle elle remplit les fonctions de fiduciaire ou des fonctions analogues;
- d) un parent de celle-ci qui partage sa résidence;
- e) une personne qui partage sa résidence et avec laquelle elle est mariée ou conjoint de fait;
- f) un parent d'une personne visée au paragraphe e qui partage sa résidence;

« marché » : les entités suivantes :

- a) une bourse reconnue ou un marché à terme de marchandises inscrit dans un territoire du Canada;
- b) un système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations;
- c) une personne physique ou morale qui n'est visée ni au paragraphe a ni au paragraphe b, qui facilite des opérations sur titres ou sur dérivés dans un territoire du Canada et qui remplit les conditions suivantes :
 - i) elle établit, tient ou offre un marché ou un mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de titres ou de dérivés de se rencontrer;
 - ii) elle réunit les ordres de nombreux acheteurs et vendeurs de titres ou de dérivés;
 - iii) elle utilise des méthodes éprouvées, non discrétionnaires, selon lesquelles les ordres interagissent, et les acheteurs et les vendeurs qui passent des ordres s'entendent sur les conditions d'une opération;

« marché membre » : un membre qui est un marché;

« membre » : un membre de l'OCRI, notamment les courtiers membres et les marchés membres;

« membre de la famille immédiate » : un membre de la famille immédiate au sens de l'article 1.1 du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*, RLRQ, c. V-1.1, r. 28;

« membre de la haute direction » : un membre de la haute direction au sens de l'article 1.1 du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*;

« membre du même groupe » : un membre du même groupe au sens du paragraphe 1 de l'article 1.3 du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*;

« Organisation » : l'OCRI, toute société qu'il a remplacée et tout membre du même groupe;

« personne autorisée » : une personne autorisée au sens des Règles de l'OCRI;

« procédure disciplinaire » : une procédure entreprise par l'OCRI aux fins de mise en application, notamment une audience disciplinaire et une audience de règlement;

« protocole d'entente visant l'OCRI » : le protocole d'entente sur la surveillance de l'OCRI;

« région » : une région au sens des règlements de l'OCRI;

« Règle » : toute règle, toute politique, tout formulaire, tout barème de droits ou tout autre texte semblable de l'OCRI;

« sanctions pécuniaires » : les amendes ou tous les autres montants pécuniaires, dont les remises de sommes, imposés à la suite d'une procédure disciplinaire ou de toute autre mesure prise par l'OCRI, ou qui en découle; en sont exclus les frais des procédures disciplinaires;

« section » : une section au sens des règlements de l'OCRI.

Définition de l'expression « administrateur indépendant »

2.
 - 1) L'expression « administrateur indépendant » s'entend d'un administrateur qui n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec l'Organisation ou un membre.
 - 2) Pour l'application du paragraphe 1, une « relation importante » s'entend d'une relation qui, eu égard à toutes les circonstances pertinentes, pourrait nuire à l'exercice du jugement indépendant d'un administrateur ou être raisonnablement perçue comme lui nuisant.
 - 3) Malgré le paragraphe 1, les personnes physiques suivantes sont considérées comme ayant une relation importante avec l'Organisation ou un membre :
 - a) une personne physique qui est ou a été au cours des trois dernières années salarié ou membre de la haute direction de l'Organisation;
 - b) une personne physique dont un membre de la famille immédiate est ou a été au cours des trois dernières années membre de la haute direction ou administrateur non indépendant de l'Organisation;
 - c) une personne physique qui est ou a été, ou dont un membre de la famille immédiate est ou a été, membre de la haute direction d'une entité au cours des trois dernières années, si l'un des membres de la haute direction

actuels de l'Organisation fait partie ou a fait partie durant cette période du comité de rémunération de l'entité;

- d) une personne physique qui a reçu, ou dont un membre de la famille immédiate de celui-ci agissant à titre de membre de la haute direction de l'Organisation a reçu, plus de 75 000 \$ comme rémunération directe de l'Organisation sur une période de 12 mois au cours des trois dernières années;
- e) une personne physique qui est ou a été au cours des trois dernières années associé, administrateur, dirigeant, salarié ou une personne exerçant des fonctions analogues à l'égard de l'une des entités suivantes :
 - i) un membre;
 - ii) une personne qui a des liens avec un membre;
 - iii) un membre du même groupe qu'un membre;
- f) une personne physique qui a ou a eu au cours des trois dernières années des liens avec un associé, un administrateur, un dirigeant, un salarié ou une personne exerçant des fonctions analogues à l'égard d'un membre.

4) Pour l'application du sous-paragraphe *d* du paragraphe 3, la rémunération directe ne comprend pas les éléments suivants :

- a) la rémunération gagnée à titre de membre du conseil de l'Organisation ou d'un comité du conseil;
- b) la réception de montants fixes à titre de rémunération dans le cadre d'un plan de retraite, y compris les rémunérations différées, pour des services antérieurs auprès de l'Organisation, si la rémunération n'est subordonnée d'aucune façon à la continuation des services.

5) Malgré le paragraphe 3, une personne physique n'est généralement pas considérée comme ayant une relation importante avec l'Organisation uniquement pour les motifs suivants :

- a) elle ou un membre de la famille immédiate de celle-ci a rempli antérieurement les fonctions de chef de la direction par intérim;
- b) elle ou un membre de la famille immédiate de celle-ci remplit ou a rempli antérieurement à temps partiel les fonctions de président ou de vice-président du conseil ou d'un comité du conseil de l'Organisation.

- 6)** Malgré la période d'attente de trois ans prévue aux sous-paragraphes e et f du paragraphe 3, si la relation entre une personne physique et un membre, les personnes ayant des liens avec lui ou les membres du même groupe que lui est d'une nature ou d'une durée dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle entrave l'exercice du jugement indépendant de cette personne physique, il doit s'écouler une période d'attente plus longue à l'égard du membre, des personnes ayant des liens et des membres du même groupe avant qu'elle puisse être considérée comme un administrateur indépendant.
- 7)** Malgré les paragraphes 2 à 6, est considérée comme ayant une relation importante avec l'Organisation la personne physique qui remplit l'une des conditions suivantes :
- a) elle accepte, directement ou indirectement, des honoraires de consultation, de conseil ou d'autres honoraires de l'Organisation ou d'une filiale de celle-ci, à l'exception de la rémunération reçue à titre de membre du conseil ou d'un comité du conseil, ou à titre de président ou de vice-président à temps partiel du conseil ou d'un comité du conseil;
 - b) elle est membre du même groupe que l'Organisation ou que l'une de ses filiales.
- 8)** Pour l'application du paragraphe 7, l'acceptation indirecte par une personne physique d'honoraires de consultation, de conseil ou d'autres honoraires comprend l'acceptation d'une rémunération :
- a) par son conjoint, son enfant mineur ou l'enfant mineur de son conjoint, ou encore par son enfant ou l'enfant de son conjoint qui partage sa résidence, qu'il soit mineur ou non;
 - b) par une entité qui fournit des services comptables, de consultation, juridiques, de financement ou de conseil financier à l'Organisation ou à une filiale de celle-ci et dont elle est associé, membre, dirigeant, par exemple un directeur général occupant un poste comparable, ou encore membre de la haute direction, à l'exception des commanditaires, des associés non directeurs et des personnes qui occupent des postes analogues, pour autant que, dans chaque cas, ils n'aient pas de rôle actif dans la prestation de services à l'entité.
- 9)** Pour l'application du paragraphe 7, les honoraires ne comprennent pas la réception de montants fixes à titre de rémunération dans le cadre d'un plan de retraite, y compris les rémunérations différées, pour des services antérieurs auprès de l'Organisation, si la rémunération n'est subordonnée d'aucune façon à la continuation des services.

Critères de reconnaissance

3. L'OCRI doit continuer de respecter les critères énoncés dans l'Appendice 1 ci-joint.

Intérêt public

4. 1) L'OCRI agit dans l'intérêt public. Dans l'accomplissement de son mandat d'intérêt public, il a les obligations suivantes :
- a) il établit ce mandat dans ses documents constitutifs et le fait connaître à ses parties prenantes, et au public en général;
 - b) il prend les mesures raisonnables pour veiller à ce que ses administrateurs, les membres des comités de son conseil, sa haute direction et son personnel reçoivent une formation appropriée pour interpréter ce mandat;
 - c) il veille à ce que la structure de rémunération des membres de la haute direction et des hauts dirigeants soit suffisamment liée à l'accomplissement effectif de son mandat.

Approbation des changements

5. 1) L'approbation préalable de l'Autorité est requise afin d'apporter un changement aux éléments qui suivent :
- a) la structure de gouvernance de l'OCRI;
 - b) les statuts de fusion de l'OCRI;
 - c) les règles écrites du conseil et de chacun de ses comités;
 - d) la cession, le transfert, la délégation ou la sous-traitance de l'exécution de la totalité ou d'une partie importante de ses fonctions de réglementation ou de ses responsabilités en cette matière à titre d'organisme d'autoréglementation.
- 2) L'approbation préalable de l'Autorité est requise afin d'apporter un changement important aux éléments qui suivent :
- a) le barème de droits;
 - b) les fonctions dont s'acquitte l'OCRI;
 - c) la structure organisationnelle de l'OCRI, dont l'emplacement de ses bureaux ou du personnel responsable de la réglementation;

- d) les activités, les responsabilités et les pouvoirs des conseils régionaux;
- e) les régions et les sections de l'OCRI;
- f) toute entente de services de réglementation conclue par l'OCRI.

Non-opposition aux changements

6. 1) La non-opposition préalable de l'Autorité, visée à l'Annexe A du protocole d'entente visant l'OCRI, est requise pour les éléments suivants :
- a) la sélection de chaque candidat au poste d'administrateur indépendant;
 - b) la nomination du chef de la direction;
 - c) la modification des grilles de compétences du conseil;
 - d) la modification de la sous-grille de compétences du chef de la direction;
 - e) l'approbation d'une dispense par le conseil à l'égard d'une Règle qui pourrait avoir une incidence importante sur les éléments suivants, ou la modification ou la prolongation d'une telle dispense :
 - i) des membres et d'autres personnes sous la compétence de l'OCRI;
 - ii) les marchés des capitaux en général, notamment des intervenants ou des secteurs en particulier.

Supervision par l'Autorité

7. 1) L'OCRI sollicite l'avis de l'Autorité avant de finaliser ses plans stratégiques et d'affaires, les présentations annuelles de ses priorités ainsi que ses budgets.
- 2) L'OCRI collabore et apporte son concours à tout examen de ses fonctions par l'Autorité ou un tiers indépendant agissant sur directive de celle-ci.
- 3) L'Autorité détermine la portée de l'examen mené par le tiers indépendant visé au paragraphe 2, ainsi que la ou les personnes qui l'entreprendront. Cet examen est effectué aux frais de l'OCRI, qui doit rembourser l'Autorité de ses dépenses, s'il y a lieu.

Statut

8. 1) L'OCRI est sans but lucratif.

- 2)** L'OCRI respecte les conditions pouvant être imposées par l'Autorité dans l'intérêt public à l'égard de toute opération en conséquence de laquelle :
- a) il cesserait d'exercer ses fonctions;
 - b) il abandonnerait, interromprait ou liquiderait la totalité ou une partie importante de ses activités;
 - c) il aliénerait la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs;
 - d) il mettrait fin à l'entente avec un fournisseur de services de technologie de l'information pour ses systèmes essentiels.

Règles et processus de réglementation

9. L'OCRI observe la marche à suivre indiquée à l'Annexe C du protocole d'entente visant l'OCRI, ainsi que ses modifications, pour modifier, révoquer ou suspendre les Règles et les règlements existants ou pour en introduire de nouveaux. Il examine et explique clairement les motifs pour lesquels tout projet qu'il souhaite publier pour consultation est dans l'intérêt public.

Gouvernance

10. 1) Conseil

L'OCRI veille à ce qui suit :

- a) la taille du conseil est d'au plus 15 administrateurs;
- b) les postes de chef de la direction et de président du conseil sont occupés par des personnes différentes;
- c) la majorité du conseil est constituée d'administrateurs indépendants, dont le président;
- d) la durée des mandats des administrateurs est appropriée;
- e) il élabore, maintient et applique des politiques de diversité et d'inclusion.

2) Comités du conseil

L'OCRI veille à ce qui suit :

- a) le comité de gouvernance du conseil est entièrement composé d'administrateurs indépendants;

- b) les autres comités du conseil sont composés à majorité d'administrateurs indépendants;
- c) les présidents de tous les comités du conseil sont des administrateurs indépendants.

3) Conseils régionaux

L'OCRI établit, conformément à ses règlements, des conseils régionaux qui jouent auprès de lui un rôle consultatif afin d'offrir une perspective régionale sur les questions nationales ou autres. Il leur alloue suffisamment de ressources pour qu'ils s'acquittent adéquatement de leurs responsabilités. Les conseils régionaux font rapport au conseil au moins une fois par année.

Droits

11. L'OCRI élabore un barème de droits intégré qui doit être approuvé par l'Autorité. Dans l'intervalle, il doit obtenir son autorisation pour toute augmentation des droits prélevés auprès des courtiers membres qui ne sont pas inscrits à la fois comme courtiers en placement et comme courtiers en épargne collective ou comme courtiers en placement et courtiers en épargne collective du même groupe, si cette augmentation est liée aux coûts de création de l'OCRI.

Mobilisation et protection des investisseurs

12. 1) L'OCRI crée des mécanismes pour sensibiliser les investisseurs et interagir officiellement avec eux, notamment afin d'obtenir des commentaires sur la conception et la mise en œuvre de projets de Règles applicables. En particulier, il prend les mesures suivantes :
- a) il établit un comité consultatif d'investisseurs chargé de réaliser des recherches indépendantes ou de formuler des commentaires sur des questions d'ordre réglementaire ou d'intérêt public; le conseil rencontre le comité consultatif d'investisseurs au moins une fois par année, et les membres de la haute direction le rencontrent également;
 - b) il crée, en son sein, un bureau des investisseurs distinct qui soutient l'élaboration de Règles et offre aux investisseurs des activités de sensibilisation et à vocation pédagogique; le bureau des investisseurs est mis en évidence, et il est facilement reconnaissable et accessible pour les investisseurs;
 - c) il veille à ce que ses comités consultatifs concernés incluent une proportion raisonnable de représentants des investisseurs;
 - d) il maintient un programme de dénonciation.

Traitement équitable

13. Sous réserve des lois applicables ainsi que des Règles et des règlements de l'OCRI, avant de rendre une décision ayant une incidence sur les droits d'une personne physique ou morale en matière d'adhésion, d'inscription ou d'affaires disciplinaires, l'OCRI donne à la personne visée la possibilité d'être entendue.

Tenue des dossiers

14. 1) L'OCRI tient des dossiers sur toutes les questions subordonnées à son approbation en vertu de ses Règles et de ses règlements, et les conserve pendant

une période appropriée conformément aux normes légales et sectorielles en la matière, notamment sur les éléments suivants :

- a) toutes les demandes d'adhésion acceptées, en précisant les personnes concernées et le fondement de sa décision;
- b) toutes les demandes d'adhésion refusées ou les conditions imposées à l'adhésion, en précisant le fondement de sa décision.

Exécution des fonctions de l'OCRI

15. 1) L'OCRI établit des Règles régissant ses courtiers membres et les autres personnes relevant de sa compétence, de même que les opérations qu'ils effectuent sur les marchés membres.
- 2) L'OCRI administre les Règles applicables, veille à leur observation et à celle de la législation canadienne en valeurs mobilières applicable par les membres et les autres personnes sous sa compétence, et fait appliquer ces Règles à l'égard des courtiers membres, y compris les systèmes de négociation parallèles, et des autres personnes sous sa compétence.
- 3) À titre de fournisseur de services de réglementation, l'OCRI administre les règles, veille à leur observation et les fait appliquer conformément à une entente de services de réglementation.
- 4) Par l'intermédiaire de ses administrateurs, dirigeants et salariés, l'OCRI est responsable de toutes les questions d'adhésion, tout en tenant compte des enjeux régionaux soulevés par les conseils régionaux à titre consultatif.
- 5) Sous réserve de la législation applicable, l'OCRI prend les mesures suivantes :
- a) il ne recueille, n'utilise et ne communique des renseignements personnels que dans la mesure raisonnablement nécessaire pour exercer ses fonctions de réglementation et s'acquitter de son mandat;
 - b) il protège les renseignements personnels et l'information commerciale confidentielle dont il a la garde ou le contrôle.
- 6) L'OCRI adopte des politiques et des procédures qui visent à préserver la confidentialité et à empêcher la divulgation de l'information confidentielle, notamment les renseignements personnels, concernant ses activités ou celles de l'Autorité, d'un courtier membre, d'un marché membre ou d'un participant au marché, et fait tous les efforts raisonnables afin de les respecter.

- 7) L'OCRI est ouvert aux communications avec le public concernant l'exécution de ses fonctions à titre d'organisme d'autoréglementation.
- 8) L'OCRI élabore et rend publics des processus de traitement des plaintes faites à son endroit, dont des procédures de transfert aux échelons supérieurs.
- 9) L'OCRI publie simultanément en français et en anglais chacun des documents destinés au public ou à toute catégorie de membres.
- 10) L'OCRI effectue au moins annuellement une autoévaluation de sa capacité à s'acquitter de ses fonctions et remet à son conseil un rapport accompagné de recommandations d'améliorations, s'il y a lieu.
- 11) L'OCRI transmet à l'Autorité les données, renseignements et dossiers concernant l'activité sur un marché, notamment afin de faciliter la détection et l'analyse efficaces des abus de marché et d'affiner la compréhension des marchés des capitaux et des structures des marchés au Canada.
- 12) Les mesures prises par l'OCRI pour administrer et faire appliquer les Règles ainsi que veiller à leur observation et à celle de la législation en valeurs mobilières n'empêchent pas l'Autorité de prendre quelque mesure que ce soit en vertu de la législation en valeurs mobilières.

Sanctions pécuniaires

16. 1) Toutes les sanctions pécuniaires perçues par l'OCRI ne peuvent être affectées, directement ou indirectement, qu'aux fins suivantes dans l'intérêt public :
 - a) avec l'approbation du comité de gouvernance :
 - i) au développement de systèmes ou à d'autres dépenses connexes qui sont nécessaires pour régler de nouvelles questions de réglementation et qui sont directement liés à la protection des investisseurs ou à l'intégrité des marchés des capitaux, dans la mesure où il ne s'agit pas de frais de fonctionnement engagés dans le cours normal des activités;
 - ii) à des projets de formation et de recherche qui sont directement reliés au secteur des placements, et qui sont à l'avantage du public ou des marchés des capitaux;
 - iii) au financement spécifique d'un programme de dénonciation, dans la mesure où il ne s'agit pas de frais de fonctionnement engagés dans le cours normal des activités;

- iv) aux versements faits à un organisme exonéré d'impôt, sans but lucratif, qui a notamment pour mission de protéger les investisseurs ou d'exercer les activités mentionnées à l'alinéa *ii* du sous-paragraphe *a*;
- v) à toute autre fin pouvant être approuvée ultérieurement par l'Autorité;
- b) aux frais raisonnables liés à l'administration du bureau des investisseurs de l'OCRI, du comité consultatif d'investisseurs et des audiences de l'OCRI.

2) Le processus de répartition des sanctions pécuniaires est équitable et transparent.

Avis public de procédures disciplinaires

17. 1) Sous réserve du paragraphe 2 et des lois applicables, l'OCRI :

- a) communique rapidement au public et aux médias d'information :
 - i) le détail de chaque procédure disciplinaire engagée par l'OCRI;
 - ii) l'arrêt de chaque procédure disciplinaire, y compris les motifs;
- b) s'assure que les procédures disciplinaires sont ouvertes au public et aux médias d'information.

2) Malgré le paragraphe 1, l'OCRI peut, de son propre chef ou sur demande d'une partie à une procédure disciplinaire, ou conformément à ses Règles, tenir un huis clos ou interdire la publication ou la diffusion d'information ou de documents s'il juge que cela est nécessaire pour protéger la confidentialité de certaines questions. Il établit par écrit les critères lui permettant de prendre la décision concernant la confidentialité.

Capacité et intégrité des systèmes

18. 1) L'OCRI :

- a) veille à ce que chacun de ses systèmes technologiques essentiels :
 - i) comporte des contrôles internes adéquats pour assurer l'intégrité et la sécurité de l'information et des données;
 - ii) dispose de capacités et de moyens de sauvegarde raisonnables et suffisants pour lui permettre d'exercer adéquatement ses activités;

19. 1) L'OCRI veille à ce que son système de suivi de la formation continue :
- a) comporte des contrôles internes adéquats pour assurer l'intégrité et la sécurité de l'information;
 - b) dispose de capacités et de moyens de sauvegarde raisonnables et suffisants pour lui permettre d'exercer adéquatement ses activités.
- 2) L'OCRI, à une fréquence raisonnable et au moins une fois tous les deux ans, fait rédiger par une partie compétente un rapport conforme aux normes d'audit établies, et contenant le détail d'un examen visant à s'assurer que le système de suivi de la formation continue comporte un système adéquat de contrôles internes, et notamment qu'il est intégré à ses plans de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- 3) Avant de confier la mission de rédiger le rapport visé au paragraphe 2, l'OCRI discute avec l'Autorité du choix de la partie compétente ainsi que de la portée de l'examen.

Obligations d'information continue

20. 1) L'OCRI se conforme aux obligations prévues à l'Appendice 2 de la présente décision de reconnaissance, dans sa version modifiée, s'il y a lieu, par l'Autorité.
- 2) L'OCRI fournit à l'Autorité les autres rapports, documents, renseignements et données que celle-ci ou son personnel lui demande, dans un format et selon un mode qu'elle estime acceptables.

Exigences pour le Québec

21. 1) L'OCRI maintient une section du Québec ayant des responsabilités clairement définies en matière de réglementation, d'adhésion, de conformité des ventes, de conformité financière, de surveillance des marchés, d'inspection des pupitres de négociation et d'application des Règles à l'égard de ses courtiers membres, de ses marchés membres et des personnes autorisées.
- 2) La section du Québec maintient une place d'affaires au Québec et toute décision concernant la supervision de ses activités d'autoréglementation et les courtiers membres, marchés membres et personnes autorisées du Québec est principalement prise par des personnes résidant au Québec.
- 3) Le plus haut dirigeant responsable de la section du Québec relève directement du chef de la direction de l'OCRI.

- 4) La section du Québec offre tous les services nécessaires en français à ses membres et aux investisseurs dans le cadre d'une prestation de qualité équivalente à ceux qui sont offerts en anglais dans les autres bureaux de l'OCRI.
- 5) La section du Québec veille à ce que le français soit la langue utilisée dans toutes les communications et correspondances avec l'Autorité.
- 6) L'OCRI obtient l'approbation préalable de l'Autorité avant d'effectuer tout changement à la structure organisationnelle et administrative de la section du Québec qui aurait une incidence sur ses fonctions et activités au Québec et à l'exercice du pouvoir de prendre des décisions, notamment en ce qui a trait aux ressources financières, humaines et matérielles imparties à la section du Québec.
- 7) La section du Québec dispose d'un budget distinct qui doit être approuvé par le conseil. Ce dernier alloue à la section du Québec les ressources et le soutien nécessaires à la réalisation de ses fonctions, pouvoirs et activités, notamment en ce qui a trait au support matériel, informationnel, financier et aux ressources humaines.
- 8) La section du Québec rend compte à l'Autorité, semestriellement, de son effectif, par fonction, en précisant les postes autorisés, comblés et vacants et de toute réduction ou tout changement important de cet effectif, par fonction.
- 9) La section du Québec rend compte à l'Autorité, sur demande, par l'entremise de son plus haut dirigeant responsable au Québec, de la façon dont elle exerce ses fonctions et pouvoirs et réalise ses activités
- 10) L'OCRI reconnaît que l'Autorité, conformément à la LESF, la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « LID ») et la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »), met en place un encadrement particulier pour le traitement des plaintes et le règlement des différends (le « régime de la LID/LVM »). L'OCRI reconnaît que le régime de traitement des plaintes et des différends énoncé dans ses Règles ou dans tout autre document n'a pas pour effet de limiter l'application du régime de la LID/LVM. L'OCRI s'engage à respecter et à promouvoir le régime de la LID/LVM, y compris les modalités et les délais prévus à la LID et à la LVM, et à collaborer pleinement dans le cadre de son administration.
- 11) Advenant une incompatibilité ou une divergence entre le régime de la LID/LVM et celui de l'OCRI, le régime de la LID/LVM prévaut.
- 12) Il est expressément entendu que la coexistence du régime de la LID/LVM et celui de l'OCRI prévue au paragraphe 10 ci-dessus ne constitue pas, directement ou indirectement, une entente relative à l'examen des plaintes des personnes

insatisfaites de leur examen ou du résultat de cet examen ou encore à la médiation entre les parties intéressées selon l'article 33.1 de la LESF.

- 13)** L'OCRI reconnaît le droit applicable au Québec et s'engage à le respecter.
- 14)** L'OCRI prévoit que les sociétés inscrites à titre de courtier en épargne collective au Québec (« CEC au Québec ») bénéficient d'une période de transition adéquate, et dont la durée est convenue avec l'Autorité, en ce qui concerne leur intégration à l'OCRI, pour leurs activités au Québec.
- 15)** Pendant la période de transition, l'OCRI, pour les activités exercées par les CEC au Québec :
 - a) prévoit que ses règlements, Règles, décisions, avis ou autres instruments ne s'appliquent pas aux CEC au Québec, à l'exception des dispositions requises afin d'assurer le bon fonctionnement de l'OCRI, ainsi que la mise en œuvre des exigences prévues au paragraphe 14 et aux sous-paragraphes *b* et *c* du présent paragraphe;
 - b) autorise les CEC au Québec à participer à titre de membre aux consultations de l'OCRI et aux comités constitués par celui-ci;
 - c) prévoit que des droits réduits, dont le montant est proportionnel aux services qui leur sont offerts, sont payables par les CEC au Québec à l'OCRI.
- 16)** L'OCRI obtient l'approbation préalable de l'Autorité avant d'effectuer tout changement à ses règlements, Règles, décisions, avis ou autres instruments à l'égard des éléments visés par les exigences prévues aux paragraphes 14 et 15, visant à mettre fin ou à modifier les conditions applicables à la période transitoire ou avant d'effectuer une action qui aurait pour effet d'obliger les CEC au Québec à adhérer au fonds de garantie de l'OCRI pour ses activités au Québec.

APPENDICE 1

CRITÈRES DE RECONNAISSANCE

Intérêt public comme principe directeur

1. 1) L'OCRI agit dans l'intérêt public en faisant notamment ce qui suit :
 - a) protéger les investisseurs contre les pratiques déloyales, abusives ou frauduleuses de ses membres;
 - b) favoriser l'équité, l'efficacité et l'intégrité des marchés des capitaux;
 - c) stimuler la confiance du public dans les marchés des capitaux;
 - d) favoriser la sensibilisation des investisseurs;
 - e) administrer un programme de formation continue qui soit équitable, cohérent et équilibré pour l'ensemble des courtiers membres et des personnes autorisées concernées;
 - f) valoriser l'innovation et assurer la flexibilité et l'adaptation aux besoins futurs des marchés des capitaux en évolution, sans compromettre la protection des investisseurs;
 - g) surveiller les marchés de façon efficace;
 - h) favoriser une collaboration et une coordination efficaces et efficaces avec les autorités de reconnaissance afin d'assurer une harmonisation réglementaire;
 - i) favoriser l'accès des investisseurs de groupes démographiques différents à des conseils et à des produits;
 - j) reconnaître et intégrer les considérations et les intérêts régionaux à l'échelle du Canada;
 - k) assurer une consultation et une écoute attentives de tous les types de membres et veiller à ce que les perspectives des investisseurs soient prises en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques réglementaires;
 - l) administrer des processus rigoureux de conformité et de mise en application;

- m)* veiller à ce que ses processus de traitement et de résolution des plaintes et les exigences de traitement des plaintes qu'il impose à ses membres soient accessibles aux plaignants et leur fournissent des indications faciles à comprendre, et à ce qu'ils permettent de traiter les plaintes de manière juste et efficiente;
- n)* contribuer à la stabilité financière, sous la direction des autorités de reconnaissance;
- o)* assurer une gouvernance et une responsabilité effectives envers toutes les parties prenantes tout en évitant la capture réglementaire.

Gouvernance

- 2.**
 - 1)** La structure et les ententes en matière de gouvernance sont transparentes et garantissent ce qui suit :
 - a)* la surveillance efficace de l'OCRI;
 - b)* une représentation juste, significative et diversifiée au sein du conseil et de ses comités;
 - c)* l'atteinte d'un juste équilibre entre les intérêts des diverses personnes physiques et morales et des divers modèles d'entreprise assujettis à la réglementation de l'OCRI;
 - d)* une proportion raisonnable d'administrateurs de l'OCRI avec une expérience pertinente en matière de protection des investisseurs;
 - e)* une représentation géographique équilibrée au sein du conseil;
 - f)* des emplacements appropriés pour les membres de la haute direction;
 - g)* le fait que chaque administrateur ou membre de la haute direction a les qualités requises;
 - h)* le fait que les administrateurs, les dirigeants et les salariés de l'OCRI font l'objet de dispositions appropriées en matière de rémunération, de conflits d'intérêts, de limites de responsabilité, d'indemnisation et de qualification.

Conflits d'intérêts

- 3.** Sous réserve de la législation applicable, l'OCRI relève et évite les conflits réels, potentiels ou perçus entre ses propres intérêts, ou ceux de ses administrateurs, dirigeants ou salariés, et l'intérêt public.

Droits

4. 1) Tous les droits prélevés par l'OCRI sont répartis équitablement et proportionnés aux activités exercées par les membres. Les droits ne doivent pas avoir pour effet de créer des obstacles déraisonnables à l'accès.
- 2) La procédure d'établissement des droits est équitable et transparente.
- 3) L'OCRI exerce ses activités selon le principe du recouvrement des coûts.

Fonds de garantie

5. L'OCRI se conforme à tout accord conclu avec le Fonds canadien de protection des investisseurs (« FCPI »).

Accès

6. 1) L'OCRI énonce par écrit les critères raisonnables qui permettent à toutes les personnes physiques ou morales qui y satisfont d'accéder à ses services de réglementation.
- 2) Les critères régissant l'accès et la marche à suivre pour l'obtenir sont équitables et transparents.

Viabilité financière

7. L'OCRI dispose des ressources financières suffisantes pour bien exercer ses fonctions et s'acquitter de ses responsabilités.

Capacité de remplir ses fonctions

8. 1) L'OCRI maintient sa capacité de remplir ses fonctions avec efficacité et efficience, notamment la régie de la conduite des personnes physiques ou morales assujetties à sa réglementation ainsi que la surveillance et l'application des obligations.
- 2) Dans chaque territoire où il a des bureaux, afin de remplir ses fonctions et responsabilités avec efficience, équité et efficacité et au moment opportun, l'OCRI dispose :
 - a) des ressources suffisantes, notamment financières, technologiques et humaines;
 - b) des structures organisationnelles appropriées.

- 3) Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, l'OCRI tient compte du point de vue et des processus de l'Autorité.

Capacité et intégrité des systèmes

9. L'OCRI élabore, met en œuvre et maintient des contrôles adéquats pour assurer la capacité, l'intégrité et la sécurité de ses systèmes technologiques.

Règles

10. 1) L'OCRI établit et garde en vigueur des Règles qui :
- a) sont nécessaires ou appropriées à la régie et à la réglementation de tous les aspects de ses fonctions et responsabilités à titre d'organisme d'autoréglementation;
 - b) visent à :
 - i) assurer la conformité avec la législation en valeurs mobilières applicable;
 - ii) empêcher les activités frauduleuses et manipulatrices;
 - iii) promouvoir des principes de négociation justes et équitables et le devoir des courtiers membres d'agir avec équité, honnêteté et de bonne foi avec leurs clients;
 - iv) s'assurer que les personnes autorisées disposent des compétences et d'une formation continue adéquates;
 - v) favoriser la collaboration et la coordination avec les entités s'occupant de la réglementation, de la compensation et du règlement des opérations sur titres et dérivés, du traitement de l'information ou des données sur ces opérations et de la facilitation de ces opérations;
 - vi) promouvoir des normes et pratiques commerciales justes, équitables et conformes à l'éthique;
 - vii) soutenir l'accès aux conseils dans diverses zones géographiques, y compris l'offre de services aux clients des milieux urbains et ruraux;

- viii) permettre aux membres d'élaborer et d'utiliser des avancées technologiques afin d'accroître les efficacités et la productivité tout en atténuant les risques pour les investisseurs et le public;
 - ix) promouvoir la protection des investisseurs;
 - x) être adaptables et proportionnées aux divers types et tailles des courtiers membres ainsi qu'à leurs modèles d'entreprise respectifs;
 - xi) contribuer à la stabilité financière, sous la direction des autorités de reconnaissance;
 - xii) prévoir la prise de mesures disciplinaires appropriées à l'endroit de ceux dont il régit la conduite;
- c) n'imposent à la concurrence ou à l'innovation aucune contrainte ni aucun fardeau qui ne soit pas nécessaire ou approprié;
 - d) n'imposent pas aux activités des participants au marché des restrictions ou des frais disproportionnés ou contraires à l'intérêt public;
 - e) soutiennent l'intérêt public.

Questions disciplinaires

11. 1) L'OCRI élabore, rend publics et applique des processus équitables et transparents aux fins suivantes :
- a) le traitement des questions disciplinaires, notamment l'évaluation de l'adéquation de la supervision des personnes autorisées;
 - b) la tenue d'audiences disciplinaires;
 - c) l'imposition de sanctions.

Échange d'information et collaboration avec les autorités

12. 1) Afin d'aider l'Autorité et les autres autorités de reconnaissance à accomplir leurs mandats en matière de réglementation, l'OCRI collabore et échange de l'information ou des données avec elles de façon proactive et transparente.
- 2) Afin d'aider les autres autorités à accomplir leurs mandats en matière de réglementation, l'OCRI collabore avec les entités suivantes, au Canada ou à l'étranger, et peut, au besoin, échanger de l'information ou des données avec elles de façon proactive et transparente :

- a) les bourses;
 - b) les organismes d'autoréglementation;
 - c) les chambres de compensation;
 - d) les organismes ou les autorités de renseignement financier ou d'application de la législation;
 - e) les autorités bancaires et de services financiers ou d'autres autorités de réglementation financière;
 - f) les fonds de protection ou d'indemnisation des investisseurs.
- 3)** La collaboration visée aux paragraphes 1 et 2 comprend notamment la collecte et l'échange d'information ou de données pour les besoins de l'inscription, de la surveillance des marchés, des enquêtes, des mesures de mise en application, de la protection et de l'indemnisation des investisseurs ainsi que pour les autres besoins de la réglementation, et elle est soumise à la législation applicable en matière d'échange d'information et de protection des renseignements personnels.
- 4)** L'information ou les données non publiques, dont les renseignements personnels, qu'une autorité de reconnaissance communique à l'OCRI sont confidentielles et ne peuvent être divulguées à des tiers que si elle y consent au préalable.

Si la loi oblige l'OCRI à divulguer de l'information ou des données que lui a communiquées une autorité de reconnaissance, il doit en aviser cette dernière avant de se plier à l'obligation et faire valoir l'ensemble des dispenses ou des privilèges légaux applicables.

Autres critères – Québec

- 13.** Il doit être prévu dans les documents constitutifs, les règlements et les Règles de l'OCRI que le pouvoir de prendre des décisions liées à la supervision de ses activités au Québec est principalement exercé par des personnes qui résident au Québec.

APPENDICE 2

OBLIGATIONS D'INFORMATION

Préavis

1. 1) L'OCRI donne à l'Autorité un préavis écrit d'au moins 12 mois avant de réaliser une opération qui aurait pour lui l'une des conséquences suivantes :
 - a) la cessation de l'exercice de ses fonctions;
 - b) l'abandon, la suspension ou la liquidation de la totalité ou d'une partie importante de ses activités;
 - c) la cession de la totalité ou de la quasi-totalité de ses actifs.
- 2) L'OCRI donne à l'Autorité un préavis écrit d'au moins trois mois avant d'accomplir les actes suivants :
 - a) résilier l'entente conclue avec un fournisseur de services de technologie de l'information pour ses systèmes technologiques essentiels;
 - b) mettre à exécution son intention de procéder à tout changement important à l'entente avec un fournisseur de services de technologie de l'information pour ses systèmes technologiques essentiels.

Notification immédiate

2. 1) L'OCRI notifie immédiatement les événements suivants à l'Autorité :
 - a) l'admission d'un nouveau courtier membre, y compris son nom, ainsi que toute condition lui ayant été imposée;
 - b) son intention de suspendre ou de révoquer les droits et les privilèges ou l'adhésion d'un courtier membre ou de les soumettre à des conditions, notamment les renseignements suivants :
 - i) le nom du courtier membre;
 - ii) les motifs de la suspension, de la révocation ou des conditions projetées;
 - iii) une description des mesures prises pour s'assurer que les clients du courtier membre sont traités adéquatement, s'il y a lieu;

- c) la réception de l'avis d'un courtier membre de son intention de démissionner;
 - d) la réception d'une demande de dispense adressée au conseil à l'égard d'une Règle qui pourrait avoir une incidence importante sur les éléments suivants, ou la modification ou la prolongation d'une telle dispense :
 - i) des membres et d'autres personnes sous la compétence de l'OCRI;
 - ii) les marchés des capitaux en général, notamment des intervenants ou des secteurs en particulier.
- 2) L'OCRI peut procéder à la notification prévue au paragraphe 1, sauf aux sous-paragraphes *b* et *d*, en publiant un avis contenant l'information pertinente, pourvu qu'il soit publié immédiatement après la décision d'admission et la réception d'un avis d'intention du courtier membre de démissionner, selon le cas.

Notification rapide

3. 1) L'OCRI notifie rapidement à l'Autorité les situations et événements suivants et, dans chaque cas, décrit les circonstances les ayant entraînés, ainsi que les mesures proposées pour en assurer la résolution et, s'il y a lieu, fait le point en temps opportun sur leur évolution :
- a) les changements dans la composition du conseil et de ses comités;
 - b) les situations qui devraient raisonnablement susciter des préoccupations quant à la viabilité financière de l'OCRI, notamment l'incapacité à faire face aux dépenses prévues pour le prochain trimestre ou exercice;
 - c) la notification par une autorité de reconnaissance ou la constatation par l'OCRI qu'il contrevient ou contreviendra à une ou à plusieurs conditions de sa reconnaissance dans un territoire;
 - d) toute infraction grave à la législation en valeurs mobilières applicable dont l'OCRI prend connaissance dans le cours normal de ses activités et de celles de ses membres;
 - e) toute lacune importante dans les contrôles visés aux alinéas *i* et *ii* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 18 de l'Annexe A de la décision de reconnaissance;
 - f) toute panne, tout retard ou défaut de fonctionnement ou tout incident de sécurité important, par exemple une atteinte à la cybersécurité, dans les

systèmes essentiels de l'OCRI ou des systèmes technologiques qui les soutiennent;

- g)* toute atteinte aux mesures de sécurité qui a trait à des renseignements ou à des données dont l'OCRI a la gestion, s'il est raisonnable de croire, dans les circonstances, que l'atteinte présente un risque réel de préjudice grave à l'endroit d'investisseurs, d'émetteurs, de personnes inscrites, d'autres participants au marché, de l'OCRI, du FCPI ou des marchés des capitaux;
- h)* toute infraction ou non-conformité réelle ou apparente de la part de courtiers membres, de personnes autorisées, de participants au marché ou d'autres entités qui pourrait raisonnablement donner lieu à des dommages-intérêts importants à des investisseurs, des clients, des créanciers, des membres, le FCPI ou l'OCRI, notamment :
 - i)* une apparence de fraude;
 - ii)* un système de conformité inadéquat ou le manquement de la personne désignée responsable ou du chef de la conformité à ses responsabilités;
 - iii)* des irrégularités graves dans la supervision ou les contrôles internes;
- i)* les situations qui se traduiraient par une anomalie significative dans les états financiers du courtier membre ou sont raisonnablement susceptibles de soulever des préoccupations quant à la viabilité de ce dernier, notamment l'insuffisance du capital, un signal précurseur et toute condition qui, de l'avis de l'OCRI, pourrait donner lieu au paiement de sommes sur le FCPI, y compris toute condition qui, seule ou avec d'autres, pourrait raisonnablement entraîner l'une ou l'autre des conséquences suivantes si aucun correctif n'est apporté :
 - i)* l'impossibilité pour le courtier membre d'exécuter rapidement des opérations sur titres, d'assurer rapidement la séparation des titres des clients comme exigé ou de s'acquitter rapidement de ses obligations envers les clients, les autres membres ou les créanciers;
 - ii)* une perte financière importante pour le courtier membre ou ses clients;
- j)* toute mesure prise par l'OCRI à l'endroit d'un courtier membre connaissant des difficultés financières;

- k) toute condition imposée, modifiée ou supprimée par l'OCRI à l'égard d'un courtier membre;
- l) toute entente de mise en application conclue, modifiée ou annulée et tout engagement pris, modifié ou annulé à la demande de l'OCRI à l'égard d'un courtier membre.

Rapports trimestriels

4. 1) L'OCRI dépose chaque trimestre auprès de l'Autorité un rapport écrit relatif à ses activités de réglementation rapidement après examen ou approbation par son conseil, les comités du conseil ou la haute direction, selon le cas, et contenant au moins l'information et les documents suivants :
- a) pour chacune des activités réglementaires de l'OCRI, un résumé des projets en cours, des changements de politiques ainsi que des enjeux principaux ou nouveaux survenus durant le trimestre précédent;
 - b) un résumé des innovations ou des initiatives technologiques qui permettent aux membres d'élaborer et d'utiliser des avancées technologiques afin d'accroître les efficiences et la productivité;
 - c) un résumé de tous les examens de conformité en cours ou terminés durant le trimestre précédent, et de tous les examens de conformité devant être entrepris par bureau et service de l'OCRI pendant le trimestre suivant, y compris l'information sur les lacunes fréquentes ou importantes;
 - d) un résumé de toute condition imposée, modifiée ou supprimée à l'égard d'une personne autorisée durant le trimestre précédent;
 - e) un résumé de toutes les dispenses discrétionnaires accordées à des personnes physiques, à des courtiers membres et à des participants au marché durant le trimestre précédent;
 - f) des statistiques sommaires pour le trimestre précédent sur toutes les plaintes de clients ou d'autres sources, notamment de toute autre autorité de réglementation des valeurs mobilières;
 - g) des statistiques sommaires compilées par bureau pour le trimestre précédent sur la charge de travail que représente l'évaluation de chaque dossier, l'examen et l'analyse des opérations, la surveillance du marché, les enquêtes et les poursuites, en établissant une distinction entre les cas relatifs à la réglementation des courtiers membres et ceux relatifs à la réglementation des marchés, y compris la durée d'ouverture des dossiers;
 - h) un résumé des dossiers de mise en application transmis à toute autorité de reconnaissance durant le trimestre précédent;
 - i) l'effectif de l'OCRI responsable de la réglementation, classé par fonction, et des précisions sur toute réduction ou tout changement à ce titre, par fonction, durant le trimestre précédent.

Rapports annuels

5. 1) L'OCRI dépose chaque année auprès de l'Autorité un rapport écrit relatif à ses activités de réglementation rapidement après examen ou approbation par son conseil, les comités du conseil ou la haute direction, selon le cas, et contenant au moins les documents suivants :
- a) l'autoévaluation visée au paragraphe 10 de l'article 15 de l'Annexe A de la décision de reconnaissance contenant l'information précisée par le personnel de l'Autorité, et comportant les éléments suivants :
 - i) une évaluation de la manière dont l'OCRI s'acquitte de son mandat de réglementation et d'intérêt public, y compris une évaluation en fonction des critères de reconnaissance énoncés à l'Appendice 1 de la décision de reconnaissance et des conditions énoncées à l'Annexe A de la décision de reconnaissance;
 - ii) une évaluation de sa performance au regard de son plan stratégique;
 - iii) une description des tendances décelées à la lumière des examens de conformité et des enquêtes effectués, des poursuites engagées et des plaintes reçues, dont le plan élaboré par l'OCRI afin de régler les problèmes éventuels;
 - iv) une confirmation de l'atteinte ou non des objectifs de référence et les raisons pour lesquelles l'OCRI ne les a pas atteints, le cas échéant;
 - v) un organigramme complet;
 - vi) une description et un rapport d'étape des projets importants entrepris par l'OCRI;
 - vii) une description des questions soulevées par les autorités de reconnaissance ou les auditeurs externes ou internes, le cas échéant, et dont les membres de la haute direction de l'OCRI font le suivi, ainsi qu'un résumé des progrès réalisés en vue de les régler;
 - viii) une description des questions importantes soulevées et des recommandations formulées par les conseils régionaux auprès du conseil, notamment une précision et explication écrite des questions et des recommandations qui ont été rejetées ou partiellement adoptées par le conseil;

- b) l'attestation, par son chef de la direction et avocat général, que l'OCRI se conforme aux conditions énoncées à l'Annexe A de la décision de reconnaissance qui lui sont applicables.

Information financière

- 6. 1) L'OCRI dépose auprès de l'Autorité des états financiers trimestriels non audités et les notes y afférentes dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre.
- 2) L'OCRI dépose auprès de l'Autorité des états financiers annuels audités accompagnés du rapport de l'auditeur indépendant dans les 90 jours suivant la clôture de chaque exercice.

Autre information

- 7. 1) Au moment opportun, l'OCRI fournit à l'Autorité l'information et les documents suivants après leur publication ou après examen et approbation par son conseil, les comités du conseil ou la haute direction, selon le cas :
 - a) les résultats de tout examen visé au paragraphe 2 de l'article 7 des conditions énoncées à l'Annexe A de la décision de reconnaissance, s'il y a lieu, ainsi qu'un plan de correction ou tout autre document pertinent;
 - b) les changements importants apportés au code de conduite et à la politique écrite de gestion des conflits d'intérêts potentiels des administrateurs et des membres du personnel;
 - c) le budget financier de l'exercice en cours qui a été approuvé par le conseil, ainsi que les hypothèses sous-jacentes;
 - d) les rapports visés au paragraphe 2 des articles 18 et 19 des conditions énoncées à l'Annexe A de la décision de reconnaissance;
 - e) les résultats de la comparaison des systèmes et services de surveillance visés au paragraphe 4 de l'article 18 des conditions énoncées à l'Annexe A de la décision de reconnaissance, ainsi qu'un résumé de la procédure réalisée et des conclusions qui s'en dégagent;
 - f) les rapports de gestion du risque d'entreprise et tout changement important à la méthodologie de gestion du risque suivie;
 - g) la charte d'audit interne, le plan d'audit interne annuel et les rapports y afférents;
 - h) le rapport annuel pour l'exercice en cours;

- i)* le plan d'inspection de la conformité pour l'exercice en cours;
 - j)* les changements importants dans les processus de conformité et de mise en application ou dans la portée des travaux, y compris les modèles d'évaluation du risque au sein des services concernés.
- 2)** L'OCRI donne à l'Autorité un préavis raisonnable de son intention de publier ou de communiquer au public ou à toute catégorie de membres tout document qui pourrait avoir une incidence importante sur ce qui suit :
 - a)* ses membres et les autres personnes relevant de sa compétence;
 - b)* les marchés des capitaux en général, notamment des intervenants ou des secteurs en particulier.
- 3)** L'OCRI ne peut publier ou présenter un document visé au paragraphe 2 de l'article 7 que si les autorités de reconnaissance lui indiquent n'avoir ni questions ni commentaires qui s'y rapportent.
- 4)** L'OCRI fournit à l'Autorité, sur demande et dès que possible, l'information relative aux enquêtes ou dossiers de poursuites clos, qu'ils aient mené ou non à des mesures disciplinaires, y compris le rapport d'enquête définitif, la note de recommandation et la note définitive sur les sanctions, le cas échéant.